

L'ENSEIGNEMENT SOCIAL DE L'ÉGLISE ET LE DÉVELOPPEMENT : SES ÉTAPES SUR 50 ANS

Par le Père Jean-Yves Calvez, jésuite, Centre Sèvres (Paris) et CERAS (La Plaine)

En cinquante ans, le monde a radicalement changé. La pauvreté d'hier n'est plus celle d'aujourd'hui bien qu'elle demeure omniprésente. Notre façon de lutter contre l'injustice a dû se transformer et s'adapter au fil du temps et des situations. À l'image de cette mutation nécessaire, la doctrine sociale de l'Église propose une conception du développement qui a su évoluer, avec son génie mais aussi ses faiblesses.

Tout commence – risquons une date – en 1958 ou à peu près. La décolonisation politique bat son plein et apparaît, du coup, le délabrement économique du monde : on parle de pays « sous-développés » puis, bientôt, de manière plus encourageante, mais ce n'est tout de même qu'un euphémisme, de pays « en voie de développement », pays « en » développement. L'humanité entière a, devant elle, une tâche historique gigantesque et urgente à la fois : en finir avec les immenses disparités entre pays sous-développés et pays développés ; cette distance n'est pas tolérable dans un monde aspirant à l'unité. Déjà soulignée en 1945 par la Charte des Nations unies, celle-ci n'a en effet pas pour seul but la sécurité, ou la paix entre les nations, mais aussi « le progrès économique et social de tous les peuples », condition de la paix, dira un jour l'Église.

Il faut « aider » au développement

Les premières références dans l'Église au problème du développement apparaissent dans les dernières allocutions du pape Pie XII. Il est question de l'aide indispensable de la part des pays qui ont plus de moyens en direction des pays qui en manquent cruellement. Longtemps pape après la guerre, il meurt en 1958 pour être remplacé cette même année par le très fameux Jean XXIII auteur d'une « encyclique » – disons Lettre « à l'Église » et simultanément « au monde » – d'un grand retentissement, *Sur l'Économie et la société*, en 1961. La question de « l'économie », pour l'Église, est de plus en plus celle de la disparité évoquée plus haut, entre pays en voie de développement et pays développés. Et l'organisation de l'aide est le tout premier aspect de cette problématique : aide financière, aide technique, aide éducative. On a commencé dans le débat international à opposer aide et commerce, *aid* et *trade* en anglais : l'aide a en effet toujours quelque chose de condescendant, presque méprisant, il faut d'abord donner – rendre – aux peuples pauvres ce à quoi ils ont droit en vendant leurs produits. L'Église continuera pour sa part à parler d'aide, elle changera néanmoins de vocabulaire parlant de « juste commerce » et se montrant soucieuse de la détérioration des termes de l'échange, défavorables aux produits minéraux ou agricoles du tiers monde face aux produits manufacturés qu'on leur vend et qui, au contraire, progressivement, s'apprécient.

Question de « foi »

En cette période, l'Église amorce un tournant capital. Elle commence à considérer le développement non plus comme une simple question économique mais comme quelque chose de significatif pour la foi de chacun, de chaque peuple aussi : se développer, c'est s'efforcer et grandir ; l'homme y est appelé par Dieu ; il ne s'agit pas seulement d'une tâche particulière, se présentant à un moment donné de l'histoire de l'humanité, c'est un appel constamment adressé à tout homme et orientant sa vie. Au Concile Vatican II (1962-1965), toutes les questions touchant à l'économie vont ainsi apparaître sous le titre « Le développement économique » et, peut-on ajouter, toutes les questions touchant l'homme, elles, sous le titre « l'activité humaine [son développement] dans l'univers ». « *L'homme s'est toujours efforcé, disent les évêques, de donner un plus ample développement à sa vie* » (*L'Église dans le monde de ce temps*, n° 33). On s'interroge assurément sur ce progrès et ce développement, cette « *laborieuse activité* », économique mais pas seulement. Au total, cette immense entreprise, « *de dignité, de communion fraternelle et de liberté* », de tous les hommes,

passé en l'œuvre même du Christ, l'« œuvre », le « royaume » qu'il « rend » à son Père à la fin du temps (n° 39).

Paul VI ajoutera, dans sa *Lettre sur le Développement des peuples*, moins de deux ans après le Concile : « Chaque homme est appelé à se développer car toute vie est vocation. Dès sa naissance est donné à chacun en germe un ensemble d'aptitudes et de qualités à faire fructifier [...] Il est responsable de sa croissance comme de son salut. Cette croissance n'est pas facultative [...] La créature spirituelle [l'homme] est tenue d'orienter spontanément sa vie vers Dieu ». Et cette croissance, est, en somme, l'ensemble de ses devoirs. Vingt ans plus tard, Jean-Paul II dira : le développement n'est pas qu'affaire « laïque » ou « profane », c'est aussi affaire « religieuse » : « Ce progrès est possible parce que Dieu le Père a décidé, dès le commencement, de rendre l'homme participant de sa gloire en Jésus-Christ ressuscité » (*Sur la question sociale et le développement*, 1987, n° 31).

Développement, affaire « culturelle »

D'autre part, dans les années soixante, l'Église va beaucoup insister sur les implications culturelles qu'entraînent les initiatives de développement. Paul VI surtout a compris que même les initiatives en apparence purement financières, techniques ou organisationnelles, peuvent, en fait, atteindre en profondeur et défaire des équilibres culturels et sociaux traditionnels. Malheureusement cet aspect était peu retenu par les économistes ou les politologues « modernes ». Pourtant il s'agissait bien de l'essentiel pour les hommes. Quels aspects étaient ainsi mis en cause ? Généralement, la forme de la famille – dite élargie –, l'autorité villageoise, spécialement celle des chefs de terre, chargés de redistributions périodiques analogues aux jubilés de la Bible hébraïque, et encore, la forme clanique des relations entre les hommes ou entre les familles. Paul VI en venait à dire : « Le heurt entre les civilisations traditionnelles et les nouveautés de la civilisation industrielle brise les structures qui ne s'adaptent pas aux conditions nouvelles. Leur cadre, parfois rigide, était l'indispensable appui de la vie personnelle et familiale, et les anciens y restent attachés, cependant que les jeunes s'en évadent comme d'un obstacle inutile pour se tourner avidement devant de nouvelles formes de vie sociale » (*Lettre sur le Développement des peuples*,

1967, n° 10). De plus, Paul VI mettait en garde, dans ses conclusions, contre la superbe des experts provenant de la civilisation d'Occident, les incitant à l'effort pour écouter, sentir et comprendre. L'histoire a prouvé que la question décisive était bien celle d'un passage aussi en douceur que possible des formes sociales anciennes à des formes nouvelles de société... L'accueil des techniques est certes devenu moins problématique désormais (quarante ans après) : on n'en observe pas moins encore, souvent, les violentes réactions de populations traditionnelles, indiennes, africaines, vivant dans des régions isolées, dès que s'annonce un grand projet de barrage, le forage d'un puits de pétrole ou l'introduction d'une nouvelle culture.

Étapes, crises

En revenant en arrière, on peut dire que l'Église s'est fortement impliquée dans les politiques de développement des premières décennies après la Seconde Guerre mondiale, celles qui ont porté le nom, en Amérique latine surtout, de politiques de substitution, d'industries nouvelles (protégées) visant à remplacer des importations onéreuses. L'Église a beaucoup coopéré avec les économistes patentés de la CEPAL, par exemple, (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine installée à Santiago du Chili), et de même avec ceux de la CNUCED, (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement créée en 1965.) Mais, assez vite, est apparue, en Amérique latine surtout, une double critique qui a bouleversé cette coopération. Pour la « théologie de la libération », les politiques de développement, le « développementisme », se révélaient inefficaces et finalement trompeuses, masquant une « dépendance » bien réelle. Pour la nouvelle pensée libérale, d'autre part, qui commença à se répandre dans les années soixante-dix, le développementisme et ses politiques volontaristes n'apparaissaient pas moins inefficaces : il valait mieux ouvrir les frontières et attendre de cette ouverture

la diffusion du progrès économique sous l'effet de la concurrence. Une expression résumait cet espoir : *it will*

trickle down (il coulera goutte à goutte), le progrès se diffusera automatiquement comme l'eau goutte par-dessus les bords du vase dans laquelle elle tombe de haut. Il en est résulté une forte crise de l'idée même de développement. Pour la théologie de la libération, en effet, il fallait plutôt parler de révolution préalable au développement. Pour la pensée libérale, il ne fallait plus parler de développement du tout, expression naïve, trop volontariste. Et le mot s'est en effet effacé ou presque du vocabulaire de certains économistes, y compris de quelques-uns qui furent influents dans l'Église pendant ces dernières décennies. On s'est mis à parler de globalisation ou de mondialisation pour désigner certes encore une politique déterminée, mais cette fois une politique de commerce libéral qui ne se prétend pas volontariste – alors qu'évidemment elle l'est. C'est d'elle qu'il est question dans toutes les négociations d'accords de libre commerce, particulièrement avec les États-Unis.

Le problème demeure sous des formes nouvelles

Ici, dirai-je, l'Église a besoin de reprendre souffle. J'ai, pour ma part, parlé des « silences » – des retards en somme – de sa doctrine sociale contemporaine dans un livre des éditions de L'Atelier. C'était en 1999. La situation n'a pas beaucoup changé depuis. Nous n'avons peut-être pas besoin d'une nouvelle lettre à l'Église et au monde sur le développement, mais plutôt d'un document de synthèse ou de reprise, rassemblant tout ce qui peut être utile sous un titre général comme « mondialisation » ou « globalisation » désormais dans tous les esprits. Sous ce titre on ne cesse de rencontrer le problème des disparités extrêmes et insupportables entre les pays développés et les pays faiblement développés ou en difficulté de développement, constatant le progrès quasi général des inégalités. D'un autre côté, il est vrai, l'Église a, avec le pape Jean-Paul II, commencé de cultiver le champ des problèmes de l'écologie et de l'environnement, qui est maintenant l'un des plus importants. Là, une nouvelle étape a commencé, complémentaire de la précédente. Par l'apparition de très sérieuses raretés. Rareté par exemple des ressources énergétiques non renouvelables, et rareté de l'eau (potable surtout) en bien des points du monde, etc. L'Église a entamé un important chantier, affirmant par exemple : « *Les ressources énergétiques qui ne sont pas renouvelables, auxquelles puisent les pays hautement industrialisés et ceux de récente industrialisation, doivent être mises au service de toute l'humanité* » (*Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, 2005, n°470). C'est là une vaste tâche et nous ne savons pas encore comment au juste la mettre en œuvre. Il s'agit peut-être de la forme la plus nouvelle du développement, même si le mot est moins souvent sur nos lèvres. « postdéveloppementisme », disent même aujourd'hui certains, qui estiment qu'il ne faut plus dire développement ou croissance mais « décroissance »... On voit combien la doctrine de l'Église sur le développement a été en fait vivante : elle n'a rien d'un héritage figé en vérité. Mais il faut avoir effectivement à sa disposition tout cet héritage, pour pouvoir s'en saisir et l'enrichir encore en toutes les occasions ; il faut savoir comment se sont présentées les principales étapes dans le demi-siècle écoulé. Ainsi la doctrine de l'Église pourra plonger à nouveau dans ce débat, toujours inachevé.